



Editorial

Changement climatique, maintien de la biodiversité, besoin d'augmenter la production alimentaire, voilà des responsabilités face auxquelles se trouvent les exploitants agricoles, les forestiers et les gestionnaires terriens. Les exploitants agricoles se sont souvent retrouvés en première ligne et ont été invités à agir pour garder les zones rurales vertes et prospères que ce soit dans le processus de la Réforme de la PAC ou pour d'autres initiatives européennes.

Le Forum sur le Futur de l'Agriculture (FFA), organisé le mois prochain, se concentrera entre autres à la question de l'intensification durable et au rôle positif des exploitants agricoles dans la croissance de la production alimentaire et la préservation de la biodiversité. Ce sera également l'occasion pour la Fondation RISE de présenter l'étude initiée sur ce sujet.

Cependant, ce ne seront pas les seuls sujets importants pour 2014. Pour cette nouvelle année, nous devrons examiner la réforme de la chaîne alimentaire dans sa totalité; à commencer par l'industrie de transformation jusqu'aux consommateurs européens, en passant par les circuits de distribution tels que les supermarchés. La Commission Européenne estime, à l'heure actuelle, que plus de 40% de la nourriture produite et vendue dans les pays industrialisés est gaspillée au niveau du supermarché et du consommateur. Si l'on veut faire preuve de sincérité et de sérieux dans la réduction de l'impact des exploitations agricoles sur l'environnement, cela implique que chacun participe à l'effort.

Les 90 million de tonnes de nourriture gaspillées chaque année en Europe doivent constituer une réelle sonnette d'alarme. Si nous pouvions réduire de moitié ce chiffre, nos membres agriculteurs pourraient produire plus de nourriture qui serait attribuée à ceux qui en ont besoin et ne se retrouverait pas dans les poubelles.

De même que les consommateurs devraient être plus prudents avec ces précieuses ressources qui leur sont fournies à la fin de la chaîne alimentaire, les supermarchés et les détaillants devraient revoir leur contribution. L'éducation des consommateurs devrait constituer un aspect important de leur modèle de gestion. Il n'y a pas de raison de ne pas accepter des fruits ou des légumes qui peuvent sembler imparfaits, ou de ne pas organiser des ventes de produits périmés- au vu des dates indiquées sur leurs emballages. Il ne sert à rien de générer des campagnes incantatoires contre les modes de productions, si le consommateur au bout de la chaîne n'adapte pas un comportement responsable.

Nos membres sont disposés à faire plus; quand le reste de la chaîne alimentaire suivra-t-il ?

Thierry de l'ESCAILLE
Secrétaire général



Vers une Transition Ecologique de l'Agriculture européenne



➤ Vers une Transition Ecologique de l'Agriculture européenne

TABLES DES MATIÈRES

- Vers une Transition Ecologique de l'Agriculture européenne 1
- Fonds européens pour la culture : de nouvelles opportunités pour le développement 4
- Comment produire durablement plus en utilisant moins et améliorer le commerce – le 7ème Forum sur le Futur de l'Agriculture (FFA) 2014 6
- L'innovation pour l'intensification durable 6
- La conférence finale du projet LIFE+ 3WATER : les résultats et les leçons apprises 8
- Le lancement du projet HERCULES 10
- "RURBAN – un partenariat rural-urbain durable". 12
- Le 2ème séminaire de travail pour l'action de l'UE pour les grands carnivores 12
- Le Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier (CIC) appelle à la tenue d'un Sommet Mondial « Les Chasseurs Unis Contre le Braconnage». 12
- Un nouveau salon de la chasse à Lille en mai prochain 13
- 2ème édition du Forum de soutien pour l'Esprit d'Entreprise à la Campagne (FCE). 14
- Une histoire de famille 15
- Agenda 16

Il y a plus d'un an, le Vice-président du think-tank des Agriculteurs français SAF a écrit un article dans la presse française dans lequel il a déclaré: « la future PAC (Politique Agricole Commune) pourrait être le pivot central d'une formidable dynamique mise au service d'une productivité durable ». Cependant la politique devait être « efficace pour l'environnement, faisable pour les agriculteurs, et socialement acceptable pour la société civile ».

Aujourd'hui, les membres de l'Union européenne décident des mesures pour mettre en œuvre la nouvelle PAC au niveau national. Le temps nous dira si elles seront « efficaces pour l'environnement, faisables pour les agriculteurs, et socialement acceptable pour la société civile ». Ce que nous savons, c'est que beaucoup d'efforts ont été mis dans le « verdissement » de la PAC, avec 30% des paiements directs aux agriculteurs (1^{er} pilier) ainsi que 30% des paiements pour le développement rural (2^{ème} pilier) réservés pour des mesures visant à protéger l'environnement.

Un modèle agro-écologique

En France, le nouveau projet de loi pour l'avenir de l'agriculture, l'alimentation et la forêt va au-delà du verdissement. Il engage l'agriculture française dans une nouvelle ambition autour de la compétitivité économique et de la performance environnementale. Cette loi favorisera la transition vers un modèle agro-écologique. L'ambition est que d'ici 10 ans 50 % des exploitations soient engagés dans cette démarche. Au-delà de l'amélioration des résultats économiques des exploitations, ce modèle agro-écologique vise à optimiser la gestion des ressources naturelles, de renforcer l'au-

tonomie des exploitations, et de favoriser la diversification et la biodiversité.

Des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) seront créés pour accompagner cette transition. Ces groupements réunissent les agriculteurs, les chercheurs, les conseillers et d'autres afin de construire une agriculture plus innovante, compétitive et écologique. En créant ces groupes, les agriculteurs pourront bénéficier d'une majoration des aides.

Cette nouvelle loi implique un changement dans les priorités stratégiques en matière de soutien aux investissements. Les priorités futures pourraient se décliner par:

- la réduction ou l'optimisation de la consommation d'intrants des exploitations,
- la gestion des effluents d'élevage,
- l'amélioration de l'autonomie des exploitations et de la diversification des systèmes de production,
- la gestion de l'azote dans une logique globale sur les territoires en valorisant l'azote organique, notamment via la méthanisation,
- l'amélioration de l'état sanitaire des élevages,
- la production d'énergies renouvelables, et
- l'optimisation des conditions de travail dans les élevages.

Le verdissement de la PAC a été généralement bien reçu par la communauté agricole en France. Cependant, le nouveau projet de loi agricole ne reflète pas seulement la réforme de la PAC, mais également les conclusions de la conférence environnementale qui a eu lieu vers la fin de l'année passée. La feuille de route proposée pour la transition écologique issue de cette conférence est contestée par les agriculteurs car elle comprend: un durcissement sur l'utilisation des produits phytosanitaires, la taxation des intrants (engrais et carburant), et une taxation supplémentaire sur l'eau.

Les agriculteurs sont également préoccupés





pés par la surenchère administrative dans l'agriculture, et appellent à la simplification.

L'agro-écologie comme levier de compétitivité

L'agro-écologie, si elle est correctement mise en œuvre, a la possibilité d'être au centre du développement de filières compétitives et de haute qualité qui répondent aux attentes des consommateurs. Une telle initiative a été mise en place par la filière du blé dur en France.

En janvier 2013, l'ensemble de ses parties prenantes s'est fédéré autour d'une « Plateforme blé dur », outil nouveau qui rassemble les sélectionneurs, les producteurs, les coopératives, les industriels, les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. Cette plateforme coordonne les actions et met en synergie les compétences des participants pour développer un centre d'excellence basé sur la recherche et l'innovation. Les axes de travail identifiés sont basés sur une logique d'agro-écologie pour une production agricole performante, et d'éco-conception dans l'élaboration de produits répondant aux attentes des consommateurs.

L'agro-écologie, le changement climatique et l'énergie

L'agriculture et la forêt fournissent des puits de carbone pour atténuer le changement climatique. Ils sont également des sources d'énergie renouvelable. Néanmoins, l'agriculture et la sylviculture contribuent également à la production d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'agro-écologie cherche à gérer les terres d'une manière qui maximise l'atténuation et minimise les émissions. Elle a donc un rôle important à jouer dans la politique climatique et énergétique. Les propositions de la Commission pour un cadre climat et énergie pour l'UE comprennent :

- une réduction des émissions de GES de 40% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030,
- un objectif contraignant à l'échelle de l'UE pour les énergies renouvelables d'au moins 27%,

- des ambitions renouvelées pour les politiques d'efficacité énergétique.

La Commission veut que l'UE s'engage à l'objectif de réduction de 40% dans le cadre des négociations internationales sur un nouvel accord climatique mondial des Nations Unies qui devrait être conclu à Paris à la fin de 2015. Le Groupe des directives générales d'ELO (Policy Group) a apporté son soutien à l'objectif de réduction de 40% des émissions de GES d'ici 2030. L'agro-écologie jouera un rôle important dans la réalisation de cet objectif dans le secteur agricole.

L'agro-écologie et la gestion intégrée des paysages

L'agriculture fait partie d'un paysage rural complexe. Chaque paysage a sa propre identité sociale, économique et territoriale. Aujourd'hui, cette identité n'est pas seulement agricole. Les sociétés rurales ont des centres urbains qui deviennent les moteurs du développement. L'urbanisation prend des terres agricoles, et c'est un problème, mais elle est aussi l'artisan d'un nouvel espace rural constitué de villes rurales / urbaines et petites et moyennes tailles. De nouvelles relations se font jour et des nouveaux emplois sont créés.

Ainsi, la transition vers un modèle écologique de l'agriculture en Europe se déroule dans un contexte plus large de développement territorial. C'est pourquoi le projet de loi agricole français est basé sur un processus de co-construction avec les régions, associant différents secteurs de production, afin d'identifier les priorités.

Cette approche intégrée est importante. Les paysages agricoles offrent de nombreux bénéfices pour la société. Toutefois, les offices d'aménagement du territoire traitent habituellement chacune de ces prestations comme des entités distinctes. Grâce à une approche intégrée de la gestion des terres et des ressources, des arbitrages entre les différents secteurs pourraient être transformés en synergies. C'est la base de l'œuvre de l'initiative de collaboration internationale appelée « Ecoagriculture Partners¹ » basée à Washington DC.

De ses activités au cours des 10 dernières années, *Ecoagriculture Partners* a identifié certains facteurs clés pour la réussite de la gestion intégrée du paysage. Ce sont :

1. La reconnaissance que les éléments centraux du paysage sont les gens qui y

habitent. La gestion intégrée du paysage nécessite donc une collaboration à long terme entre les gestionnaires des terres et les d'autres parties prenantes pour atteindre les objectifs multiples du paysage

2. Le respect des droits fonciers et patrimoniaux. Ceci incite les gestionnaires des terres à investir du temps et de l'argent dans de nouvelles pratiques
3. La mise en place des conditions permettant aux acteurs locaux de développer des stratégies pour l'auto-développement², y compris : la gouvernance décentralisée, la coordination des politiques à travers tous les secteurs et tous les niveaux de gouvernement, les systèmes de marché et les incitations pour soutenir la production et de l'approvisionnement durable, les priorités d'investissement et les normes qui reflètent les objectifs du paysage.

Ces facteurs s'appliquent à l'échelle mondiale. La recherche en Amérique latine montre qu'au Brésil, par exemple, en dépit d'un développement économique rapide, 29% de la population est pris dans le piège de la pauvreté, sans développement, sans inclusion sociale et sans durabilité environnementale. Il n'y a pas de facteur causal unique pour cela, comme l'absence de bonne gouvernance ou de l'éducation. De multiples facteurs sont en jeu. Les approches territoriales aident à traiter de multiples facteurs.

Alors que la croissance de la population et le développement économique continuent de mettre la pression sur les ressources telles que la terre et l'eau dans le monde, la transition vers l'agro-écologie est de bon sens. Si les chefs d'entreprise agricole sont impliqués dans la façon dont cette transition se fait sur le terrain, la transition sera réelle.

Pour citer de nouveau l'article du Président d'ELO et Vice-président de la SAF, Christoph BÜREN, d'il y a un an : « *Des agriculteurs qui vivent avec leur temps, réceptifs aux demandes de la société sur l'environnement et l'alimentation, prêts à réagir aux signaux des marchés ? Oui, il y en a, et ils sont nombreux* ».

David KING,
Conseiller à ELO et ancien chargé des relations internationales de la SAF

1 www.ecoagriculture.org

2 Voir également le document d'orientation de la SAF issue du Cycle de réflexion 2012-13 intitulé « *Agricultures et territoires, pour des synergies gagnantes* » http://www.agriculteursdefrance.com/Upload/Travaux/Fic-1_1203.pdf

Fonds européens pour la culture : de nouvelles opportunités pour le développement

L'European Historic Houses Association est particulièrement attentive aux multiples possibilités de financement offertes pour la culture et le patrimoine et ce, à compter de 2014. En effet, à la fin de 2013, le programme Creative Europe a été lancé dans le but d'accroître le soutien aux secteurs culturels et créatifs.

Etabli pour les sept prochaines années (2014-2019), l'Union européenne a alloué un budget de € 1,46 milliard, reconnaissant ainsi l'impact significatif des domaines culturels et créatifs sur l'économie et la société européenne, en tant que sources d'emplois et de croissance. Ce programme représente une opportunité pour le patrimoine, l'accès aux fonds ayant été amélioré grâce à un appel à projets simplifié dans la procédure. €170 millions seront disponibles en 2014.

L'équipe de l'European Historic Houses Association a eu l'occasion de rencontrer un représentant de la Direction Générale Culture, qui a expliqué que la simplification de la procédure a été établie afin de donner de meilleures chances aux petites et moyennes entreprises (PME), permettant ainsi de trouver un meilleur équilibre entre les petits et grands projets. Les petites organisations avec moins de ressources, tant humaines que financières, seront alors plus en mesure de présenter un projet avec une chance accrue d'être sélectionné que lors du programme précédent. Il est intéressant de noter qu'aucune priorité ou quota ne sera donné à des pays spécifiques, ni à des secteurs spécifiques. Les choix des projets dépendront principalement de leur qualité.

En ce qui concerne les priorités de nos membres, deux appels de *Creative Europe* semblent les mieux adaptés, le Programme de coopération et le Programme Réseau. Le programme de coopération a un budget de plus de € 38 millions, distribué à une centaine de projets. Les petites organisations sont ainsi encouragées à présenter un projet, car les chances sont plus favorables de recevoir un montant qu'en postulant sous le Programme Réseau. Dans ce programme, la Commission européenne contribuera à hauteur de 60% pour les petits projets et jusqu'à 50% pour les gros. En ce qui a trait aux réseaux, seuls quelques projets seront sélectionnés, environ 20,



puisque moins d'argent a été consacré à ce programme ; les lauréats pourront néanmoins recevoir un montant plus significatif, le financement des projets allant à hauteur de 80% de la part de la Commission européenne. L'objectif principal pour le choix de la Commission européenne sera les résultats qui découleront du réseau, la priorité étant donnée au renforcement de la compétitivité. La Commission européenne souhaite sélectionner un projet de réseau parmi tous les sous-secteurs.

Creative Europe est une occasion pour le patrimoine et les industries créatives d'ob-

tenir une plus grande reconnaissance et des moyens financiers pour mener à bien des projets d'envergure permettant une plus grande mise en valeur de leurs biens. Malgré le fait que nous puissions parler d'un moment fort pour le patrimoine culturel de nos jours, alors que de plus en plus d'Européens prennent connaissance et s'élèvent en faveur de la préservation du patrimoine, le secteur a néanmoins besoin de support des instances supérieures telles que les institutions européennes.

Malgré l'actif financier essentiel fourni par les nouveaux fonds européens, il existe



d'autres possibilités pour le patrimoine d'acquiescer une visibilité nécessaire, auprès de la société civile et des politiciens. Ainsi, les Journées européennes du Patrimoine sont un excellent outil pour les sites patrimoniaux de renom ainsi que pour les moins connus d'être découverts, peu importe leur emplacement ou leurs ressources financières. En effet, sur le portail Communication du site internet des Journées européennes du Patrimoine, les sites patrimoniaux, les collectivités locales, les organisateurs et les bénévoles peuvent accéder à des outils et des réseaux, ainsi que « faire connaître leurs événements auprès du public européen et attirer les touristes vers des destinations inconnues »¹.

Les projets développés dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine ne sont pas pris en charge par *Creative Europe*, et ne reçoivent pas de soutien financier, car il n'y a pas de budgets établis par le Programme. Néanmoins, cela demeure une plateforme utile pour les demeures historiques et les sites patrimoniaux qui sont situés dans des régions éloignées. Nous pouvons donc constater que les différentes instances en Europe prennent

conscience que la culture et le patrimoine sont une part vitale de l'économie et de la société, grâce notamment à la création d'emplois, à la croissance et au tourisme, et en tant que tel, ne peuvent pas être mis de côté alors que la crise financière, économique et sociale perdure. Le patrimoine, et pour une partie indéniable, les demeures historiques, sont des piliers de l'histoire et de l'identité de l'Europe. De plus, nous partageons une vision commune avec la Commission européenne que les demeures historiques privées sont des PME incontestables, reconnaissant ainsi officiellement qu'elles ont des impacts économiques, sociaux et environnementaux au niveau européen mais aussi au niveau local car elles sont des entreprises qui créent des emplois locaux et ne peuvent pas être délocalisées.

Pour cette raison, il existe également des opportunités de toucher aux fonds euro-

péens émanant de la DG Entreprises et Industries pour les PME, mais aussi en ce qui a trait au tourisme. En effet, les demeures historiques sont considérées comme l'une des principales raisons d'attraction pour le tourisme en Europe, car elles sont uniques dans le monde.

Ainsi, l'European Historic Houses Association accueille favorablement le programme *Creative Europe*, ainsi que les programmes disponibles pour la culture, qui permettent de ramener celle-ci à l'avant-plan, et nous espérons que ces programmes pourront influencer l'ensemble des parties prenantes à défendre cet atout primordial pour l'Europe.

Andréanne LAFRANCE,
European Historic Houses

**Pour plus d'informations,
veuillez visiter les sites Internet suivants:**

Commission européenne: www.ec.europa.eu

Creative Europe: http://ec.europa.eu/culture/creative-europe/index_en.htm

Journées européennes du Patrimoine: http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/EHD/default_en.asp

¹ <http://www.europeanheritagedays.com/Home/Content-page.aspx?id=33da673f-1180-4d50-ab55-db80f6b13d15>



© FFA 2013

Comment produire durablement plus en utilisant moins et améliorer le commerce – le 7^{ème} Forum sur le Futur de l'Agriculture (FFA) 2014

S'inspirant des six années riches en expériences d'un débat ouvert et honnête autour du futur de l'agriculture, le Forum sur le Futur de l'Agriculture revient à Bruxelles le 1er avril prochain.

Franz FISCHLER, Président du FFA2014 et de la Fondation RISE, accueillera les participants à cette 7^{ème} édition du FFA suivi du discours d'ouverture prononcé par **Pascal LAMY**, Président honoraire de Notre Europe – Institut Jacques DELORS, Président de la Commission Oxford Martin pour les générations futures et par **Olivier DE SCHUTTER**, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Les orateurs principaux de la Commission Européennes seront **Karel DE GUCHT**, Commissaire au Commerce et **Janez POTOČNIK**, Commissaire en charge de l'Environnement.

Cette année les sujets principaux seront l'avenir du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (ang. TTIP) entre l'Union Européenne et les Etats Unis; ainsi que la production alimentaire durable. Les orateurs et les panelistes du FFA vont examiner ce que ces sujets et bien d'autres signifient pour l'avenir de la production agricole, de l'écologie et du bien-être des consommateurs de l'UE. Les décideurs internationaux seront invités à débattre sur la meilleure façon de réconcilier la production végétale avec la protection de l'environnement, étudiant de près les politiques qui vont modeler l'impératif de la sécurité alimentaire d'une façon viable pour l'environnement.

Le FFA2014 promet d'être encore plus indispensable, intéressant et passionnant que jamais.

Pour vous enregistrer (gratuitement) et consulter le programme nous vous invitons sur <http://www.forumforagriculture.com>



© FFA 2013

L'innovation pour l'intensification durable

Avec la population mondiale qui doit atteindre 9,6 milliards d'ici 2050 le monde fait face à une demande sans précédent pour ce qui est de ses ressources naturelles – en particulier l'eau, la biodiversité et le sol. En y rajoutant l'impact probable du changement climatique et le défi de nourrir notre globe où environ 860 millions d'hommes sont affamés de façon chronique, la communauté globale fait face à un défi majeur.

Les gouvernements, les ONG, le monde universitaire et le secteur privé recherchent des solutions durables à long-terme concernant l'insécurité alimentaire mondiale ainsi que la façon de faire face à la future pénurie de ressources. Une solution, proposée par Jules PRETTY dans les années quatre-vingt-dix, et soutenue par le **Panel de Montpellier** – un groupe d'experts européens et africains de haut niveau dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la politique, et du développement durable est constituée par le concept de l'intensification durable.

Le principe de l'intensification durable est d'obtenir durablement plus de produits à partir de la même quantité de terre ou d'encre moins. L'objectif est de produire plus de nourriture avec un moindre impact sur l'environnement. La production alimentaire est intensifiée tandis que les ressources naturelles dont l'agriculture dépend largement, telles que l'eau, sont préservées, sinon améliorées, pour les générations à venir. Tout en visant à accroître le rendement l'intensification durable met également l'accent sur l'importance d'une amélioration de la nutrition et sur l'obtention de revenus nets plus importants, tout en réduisant la sur-dépendance aux pesticides et aux fertilisants et l'émission des gaz à effet de serre. Les éléments de l'intensification durable en tant que tels ne sont pas nouveaux; ils sont basés sur les composants et les techniques de l'intensification écologique et génétique,

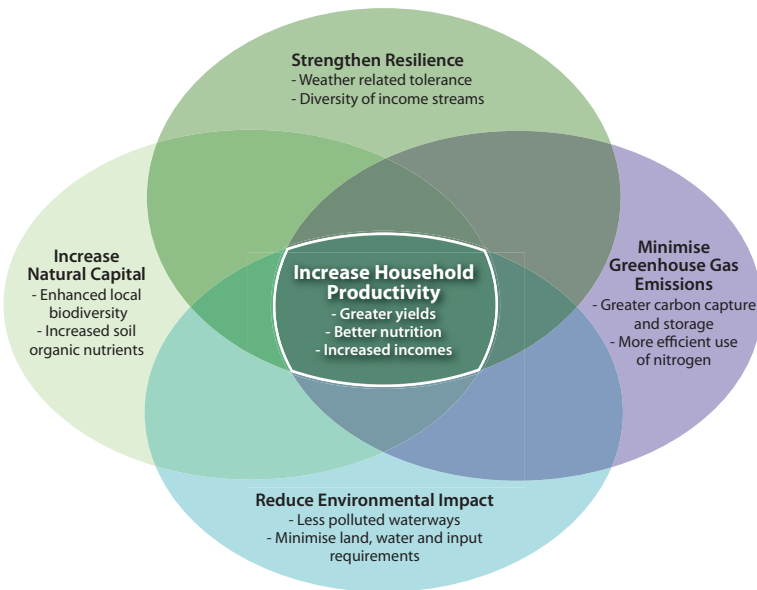


Illustration: Innover pour de multiples avantages

au sein d'un environnement favorable d'intensification socio-économique.

Ce processus nécessite une approche innovatrice et créative. Afin d'aider les plus pauvres à saisir le potentiel de l'agriculture, nous avons besoin de déclencher autant d'innovations appropriées que possible. Ceci demande un travail plus stratégique et holistique de la part des scientifiques, des gouvernements et du secteur privé, ainsi que des exploitants agricoles afin d'en arriver à des solutions intégrées aux défis auxquels nous faisons face. Ainsi l'innovation pour l'intensification durable comprend de multiples dimensions : concentration sur de multiples bénéfices, engagement avec plusieurs partenaires, utilisation de multiples modèles et travail sur de nombreuses échelles différentes afin de s'assurer que l'on en retire de véritables bénéfices.

Comme le montre les chiffres actuels, l'innovation et la recherche portent ses fruits. Selon BERTINI & GLICKMAN (2013) la recherche agricole réduit le nombre de pauvres de 2,3 millions soit de 0,8% annuellement ; VON BRAUN et DÍAZ-BONILLA (2008) ont constaté que multiplier par deux les investissements dans la recherche agricole publique en Afrique subsaharienne accroîtrait la croissance des produits agricoles de 0,5% à 1,1% et réduirait la pauvreté de 282 millions d'hommes.

Un exemple réussi de l'innovation de l'intensification durable est celui de la patate douce à chair orange (ang. OFSP), la variété *Tainung* au Kenya donne trois fois plus de rendement que les variétés traditionnelles, elle résiste à la sécheresse et se développe plus rapidement. Il suffit de 125g de OFSP pour fournir aux écoliers plus du double de la portion quotidienne de vitamine A recommandée. Mais l'innovation

pour l'intensification durable n'est pas seulement essentielle dans les pays en développement. Elle est également importante et urgente à mettre en place dans les pays industrialisés, y compris l'Europe. Si l'objectif de l'intensification durable dans les pays en développement est de sortir les pauvres de leur pauvreté et de stimuler le développement économique général, l'importance de l'intensification durable en Europe avec un climat qui change, tourne autour du besoin de préserver et d'augmenter la disponibilité et la qualité des ressources naturelles. De plus, les changements, la volatilité et la pression mondiale sur l'agriculture en Europe conduisent le concept et les modèles de l'intensification durable en première ligne du développement et de la politique agricole européenne.

Selon l'approche écologique de l'intensification durable l'agriculture de précision peut doubler la quantité de nutriments absorbés par les plantes et réduire les écoulements des polluants. Le défi est donc d'appliquer des fertilisants en quantité non nuisible à l'environnement et pour un coût relativement peu élevé pour les exploitants. Au Zimbabwe moins de 5% de fermiers utilisent généralement les fertilisants car leurs prix sont bien au-delà de ce que peuvent s'offrir même les fermiers les mieux fortunés. Un modèle développé par l'Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) pendant les années 90 en Afrique, consiste à utiliser une méthode de simulation afin de démontrer que des doses de fertilisants de neuf kilos par hectare seulement pourraient être très productives. Cette expérience a été confirmée par le Ministère britannique du développement international et la Commission européenne, à l'aide d'essais effectués sur les champs où les exploitants agricoles ont appliqué des petites

quantités de fertilisants mesurés à l'aide de capsules des bouteilles de soda équivalent approximativement à 4,5mg d'ammonium par trois plantes. Dans les champs de maïs les fertilisants sont appliqués directement dans les trous avant que les graines y soient plantées, cette technique équivaut à l'utilisation de quatre kilos de phosphore par hectare seulement, le nutriment limitatif clé, considérablement moins qu'en Europe ou aux États-Unis, mais néanmoins très efficace. Le « micro-dosage » a contribué de façon significative à la sécurité alimentaire des fermiers pauvres, en particulier dans les régions d'Afrique soumises à la sécheresse, en y rajoutant des grains additionnels pour un total estimé à 70.000 tonnes.

L'agriculture de précision en Europe et aux États-Unis est mise en application au moyen de l'utilisation de machines contrôlées par un système GPS permettant d'appliquer les fertilisants d'une façon précise au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires. Le rapport de « Research & Markets » constate que l'accroissement du marché de l'agriculture de précision est estimé atteindre 3.72 millions de dollars US d'ici 2018. Son moteur principal est d'accroître le rendement et les profits, les économies d'énergies et les coûts, en association avec l'aide gouvernementale. Les États-Unis sont actuellement le leader du marché jouissant du plus grand taux de croissance mondiale.

Bien que les pratiques changent, les moteurs pour l'intensification durable sont tout autant importants dans les pays en développement qu'en Europe et aux États-Unis.

Gordon CONWAY
Katrin GLATZEL
Agriculture for Impact

Références :

- Bertini, C. and Glickman, D. (2013). Advancing global food security. The Chicago Council. Montpellier Panel (2013).
- Sustainable Intensification: A new paradigm for African Agriculture. London: Agriculture for Impact. Von Braun, J. and Díaz-Bonilla, E. (2008).
- Globalization of agriculture and food: causes, consequences and policy implications. In: von Braun, J. and Díaz-Bonilla, E. (eds.). Globalization of food and agriculture and the poor. New Delhi, India: Oxford University Press.
- Research & Markets (2013). Precision Farming Market by Technology, Components & Applications - Global Forecast & Analysis 2013 - 2018.

Jules PRETTY sera un des orateurs du FFA de la session consacrée au développement durable. N'hésitez pas à vérifier le programme sur le site du Forum.

(red.)

La conférence finale du projet LIFE+ 3WATER : les résultats et les leçons apprises

C'est à la Fondation Universitaire de Bruxelles, où le projet avait été inauguré en 2008, que les partenaires du projet LIFE+ 3WATER ont présenté le 10 décembre les résultats de 5 années de travail acharné.



De l'avis de tous l'aspect le plus important était la coopération des partenaires public-privé et toutes les parties ont déclaré que le nouveau modèle de collaboration entre les propriétaires privées, les communautés, les ONG, et tous les autres partenaires a été un des aspects les plus enrichissants de cette conférence. Comme l'a indiqué Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, faisant référence aux conflits entre ces parties dans le passé « *Nous sommes passés de l'époque du conflit à celui de la collaboration, en reconnaissant que tous les partenaires ont un rôle important à jouer dans le projet* ».

Cette opinion a été réitérée dans le discours clé prononcé par Bert VANHOLEN, Directeur de l'Agence pour la Nature et la Forêt (ANB) pour la province belge du Limbourg, qui a exprimé son soutien à la par-

ticipation des propriétaires flamands à ce projet et de nombreux autres dans les années passées. « *Le territoire du projet est méconnaissable comparé à ce qui avait cours il y cinq ans* » a-t-il souligné avec enthousiasme en désignant les résultats du travail acharné qui a été fourni.

Ces résultats sont basés sur les « trois E » du projet 3 WATER : Economie, Ecologie et Education; ces trois éléments sont maintenus en équilibre afin de s'assurer que le développement de la région soit durable du point de vue économique et environnemental. Cette philosophie a été largement saluée tout au long de la conférence, plusieurs de ses participants constatant le besoin de persévérer afin de rendre cette zone attractive économiquement pour en assurer le soutien futur. Comme l'a fait remarquer le propriétaire privé Claude de

VILLENFAGNE pendant sa présentation au cours de la première session « *sans le revenu de l'économie, il n'y a pas de subventions pour l'écologie, et tout cela sera inutile sans l'éducation afin d'expliquer aux gens la valeur de cette zone* ». Ce qui a été réitéré par Guido PIROTTE de la Commune de Zonhove soulignant que c'était la pisciculture dans les étangs locaux qui était à l'origine du pourcentage d'étendues d'eau dans le projet ainsi que de son importante biodiversité.

L'écologie et l'éducation étaient les fils conducteurs de la troisième session, au cours de laquelle le consultant d'ABO Simon AMELINCKX a donné le premier aperçu des résultats de la surveillance de l'environnement, démontrant que le projet a donné, dans sa zone, de meilleures chances aux espèces rares tels le butor étoilé ou la rainette arboricole. Estimant à plus de 2000 les males de la rainette arboricole vivant dans le nouvel étang créé par le projet, et soulignant l'expansion de la population du butor, qui peut maintenant se reproduire en toute sécurité dans des îlots de roseaux, de nouvelles opportunités ont été offertes à ces espèces importantes. Il a souligné qu'au-delà de ces espèces la restauration des zones de bruyère a déjà prouvé que « *certaines espèces typiques faisaient leur retour* ».

L'éducation a été également accentuée pendant la présentation d'Ilse IDELER, Directeur du paysage régional de Lage Kempen, dont l'agence est responsable du rayonnement de plusieurs aspects éducatifs de ce projet. Elle a accentué que « *l'objectif principal de ces aspects éducatifs était de démontrer la valeur de la biodiversité locale et de l'aménagement culturel du territoire dans cette région* », en soulignant qu'il était déterminant d'atteindre les enfants et les jeunes gens afin de leur faire comprendre l'importance de la biodiversité régionale. Une partie des résultats de ce projet constitue un programme éducatif pour les écoles dans la région : cela va permettre tout autant à la zone qu'au projet de conti-



nuer à être vus et expliqués aux générations futures.

Une place spéciale au sein du programme a été réservée à Edgar KESTELOOT, qui est revenu sur l'histoire de la protection de la biodiversité en Belgique. Aujourd'hui, à l'âge de 92 ans, il est un des membres fondateurs du WWF Belgique et l'ancien Chef du département de l'écologie et de la protection de la nature de l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique. Pendant sa présentation étendue il a souligné les nombreuses différences entre les débuts de la conservation de la nature où « on était habitué à parler des espèces rares ou menacées d'extinction » et la situation actuelle où l'on doit considérer des écosystèmes entiers. De plus, il a insisté sur la très positive et « dynamique » contribution de l'Europe à travers des programmes comme le LIFE+. Sa vaste présentation a été un des discours phares de la conférence, les orateurs comme les invités soulignant que c'était un honneur d'avoir eu la possibilité de profiter des réflexions d'une personne possédant son expérience.

La deuxième partie de la conférence était dédiée à l'implication des propriétaires privés dans les zones de Natura 2000 et les

efforts de conservation en général. Lors des deux panels, les propriétaires privés de projet 3 WATER ont eu la chance de parler de leur succès et des obstacles rencontrés au sein de ce projet. Une des inquiétudes répétées était les procédures complexes et la longue attente pour obtenir des fonds. Pour les propriétaires avec un budget limité cela veut souvent dire qu'ils ne peuvent pas véritablement participer aux projets LIFE+. Pour ce qui est du côté positif, les propriétaires ont souligné l'immense amélioration des relations, en particulier avec les organisations de protection de la nature dans la région. Selon Eric SMEETS, propriétaire et président de l'association des propriétaires dans la région, le projet « a certainement contribué à la création des relations amicales ». Dans l'ensemble, ils estimaient que le projet avait établi un climat de confiance et réduit le scepticisme.

La dernière session était consacrée à la participation future des propriétaires terriens privés. La présentation de Fran IGEOE du projet LIFE+ DuHallow a permis aux participants d'avoir le point de vue irlandais à propos du partenariat public-privé envers la protection de la nature. De nombreux fermiers ont sousigné à ce large projet visant à restaurer la qualité et le débit de la ri-



vière locale, le Dr. IGEOE a noté l'importance des bonnes relations et des contrats clairs entre tous les partenaires. Marc GOVAERT, un fermier local, a démontré les efforts qu'il avait fait afin d'accroître la biodiversité sur son terrain et a réitéré son engagement envers l'approche « 3E » concernant son exploitation.

Le discours de clôture a été prononcé par Nathalie PAUWELS, membre du Cabinet du Commissaire POTOCHNIK, qui a visité le projet peu de temps avant son discours. Selon elle « le projet 3WATER est une vraie illustration portant l'idée de Natura 2000 : une approche intégrée qui unit la croissance économique et sociale, et œuvre pour et avec les gens locaux ». De plus, elle a souligné avec satisfaction que les propriétaires privés ont prouvé être « aptes à réussir » à gérer la terre aussi bien que les organisations publiques ou non-gouvernementales.

Le message très positif ainsi que la contribution de Mme PAUWELS a peut-être clôturé la conférence, mais comme l'ont souligné tous les partenaires du projet, le travail et la protection dans la zone du projet 3WATER continuera au-delà de la conférence et encore bien après la fin du projet lui-même.

Robert de GRAEFF
Loic della FAILLE

Ce projet est soutenu par la Commission européenne Direction générale de l'Environnement par le programme LIFE+ Nature (Accord de subvention N° LIFE08 NAT/B/000036)



Le lancement du projet HERCULES

Depuis la fin de l'année passée, European Landowners' Organization (ELO) a été impliqué dans la nouvelle étude de la Commission européenne sous le 7ème programme-cadre.



Intitulé « Des avenir durables pour l'héritage européen des paysages culturels : les outils pour la protection, la gestion et la planification de ses fonctions et de ses valeurs – ang. Sustainable Futures for Europe's Heritage in Cultural Landscapes: Tools for Understanding, Managing, and Protecting Landscape Function and Values (HERCULES), » ce projet cherche à valoriser les acteurs privés et publics afin de protéger et de gérer durablement les paysages culturels qui ont une valeur culturelle, socio-économique, historique, naturelle et archéologique significative au niveau local, national et paneuropéen.

13 partenaires vont y collaborer, représentant le monde des universités européennes, des PME, des ONG et des instituts de recherche afin de développer une approche holistique qui va incorporer les perspectives diverses pour adresser de façon appropriée les changements qui ont lieu dans le paysage. Bien que l'adoption de la Convention européenne du paysage (ang.ELC) ait attiré beaucoup d'attention de la part des scientifiques, des décideurs politiques et du public général sur la question de l'héritage des paysages culturels, il faut en faire davantage.

La notion des paysages culturels utilisée tout au long de l'étude est définie comme

« une représentation spatiale des interactions complexes entre les activités et les idées humaines, les structures sociales et les caractéristiques physiques ». L'état actuel des paysages culturels dérive de l'interaction des changements constants qui s'opèrent entre les personnes avec leur entourage naturel pendant des périodes assez soutenues. Comme tel, le projet devra prendre en considération les façons dont les paysages culturels ont changé à travers le temps ainsi que les facteurs qui ont engendré de tels changements dans les différentes régions de l'Europe.

HERCULES commencera par évaluer et synthétiser les connaissances existant sur les dynamiques, les moteurs, les motifs et les résultats concernant les paysages culturels et les transformations auxquels ils sont soumis. Cela sera fait pour permettre le développement des outils de gestion pour l'observation et le modelage du paysage, afin d'apporter la lumière sur les opportunités et les dangers liés aux paysages culturels. Le projet HERCULES va ensuite livrer une vision unifiée et forte des « chemins » à prendre dans le but de protéger l'héritage des paysages culturels, qui fourniront aux décideurs politiques et aux professionnels des informations mises à jour afin de guider une prise de décision efficace.

Les observations, les technologies et les stratégies développées tout au long du projet seront rigoureusement appliquées aux cinq ou six cas d'études régionaux, sélectionnés afin d'assurer une représentation des gradients environnementaux et de l'utilisation des terres au sein de l'Europe. Ces cas d'études vont donc représenter divers paysages culturels européens, variés, allant des paysages « stars » aux paysages « ordinaires ». Chaque cas engagera respectivement les organisations locales qui s'occupent exclusivement de ce genre de paysage. De plus, ces cas d'études auront comme but d'appliquer leurs conclusions tout autant aux grands qu'aux petits propriétaires terriens et utilisateurs des terres, y compris ceux qui sont fédérés à ELO.

ELO sera responsable du développement et de l'exécution de la communication et de la stratégie d'engagement des parties prenantes afin d'assurer que les résultats de l'étude soient traduits en politiques efficaces au niveau local, national et européen. Afin de le réaliser, ELO utilisera plusieurs outils de communication numérique et imprimée. Dès son achèvement, les conclusions de l'étude seront incorporées dans le lot des recommandations en matière de politique du paysage au niveau européen, qui seront présentées pendant la conférence finale organisée par ELO.

Le 2 et 3 décembre de l'année passée ELO a été l'hôte de la réunion du lancement du projet HERCULES à Bruxelles. Le but de cette réunion était de donner l'opportunité aux participants de ce projet, qui durera trois ans, de se présenter les uns aux autres afin de faciliter l'échange des idées sur les divers modules de travail. De plus un représentant de la Commission européenne a éclairci plusieurs points sur le 7ème programme-cadre concernant les actions, la recherche et les fonds liés à l'héritage culturel. Bien que cette première réunion ait constitué un grand succès il reste beaucoup à faire tout au long de ces trois années à venir.

Nous vous tiendrons informés des avancées d'HERCULES.

Julianna NAGY, ELO

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.




DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR
deutz-fahr.com



Agritechnica 2013 Innovation
technology award.
For info visit our website.



“RURBAN – un partenariat rural-urbain durable”.

RURBAN est une action préparatoire convenue par le Parlement européen en 2010 et gérée par la Commission européenne (CE). Le 28 janvier dernier s'est tenu un atelier organisé conjointement par l'Intergroupe URBAN et la CE afin de clôturer cette action. Son objectif était de présenter ses résultats aux Institutions européennes et de discuter des meilleurs moyens dont les bénéficiaires de ce partenariat pourraient être pleinement pris en compte dans la programmation des politiques de cohésion et du développement rural pour la période 2014-2020. Pendant la session d'introduction Walter DEFFAA, Directeur général, politique régionale et urbaine (CE) et Jerzy PLEWA, Directeur général, agriculture et développement rural (CE), ont tout deux souligné la très bonne collaboration de la DG REGIO et de la DG AGR1 autour de ce partenariat. Ils ont mis l'accent sur le fait que la coïncidence entre le point de départ de la nouvelle période de programmation 2014-2020 et la clôture de l'action préparatoire RURBAN pouvait être une impulsion de plus afin de renforcer la collaboration sur le terrain. De plus ils ont attiré l'attention sur les résultats rendus par cette action qui ont déjà eu un impact sur les règlements concernant les fonds de la nouvelle période de programmation.

Pour conclure, Jan OLBRYCHT, Président de l'Intergroupe URBAN, a demandé à la CE d'accentuer les partenariats rural-urbain en analysant les accords de partenariat : « *Utilisons l'argent européen afin d'inciter les hommes à travailler ensemble en territoire rural et urbain* » a-t-il rajouté.

Source : <http://urban-intergroup.eu/page/3/>
http://ec.europa.eu/regional_policy/what/cohesion/urban_rural/index_en.cfm

Le 2^{ème} séminaire de travail pour l'action de l'UE pour les grands carnivores



La réunion, qui s'est tenue le 5 décembre dernier, visait à trouver des réponses liées aux questions sectorielles, afin d'assurer que les populations de grands carnivores soient gérées d'une façon durable à l'avenir. Elle a été ouverte et présidée par Pia BUCELLA, Directrice pour le capital naturel à la DG Environnement de la Commission européenne. En exprimant l'engagement de la Commission envers les grands carnivores Mme BUCELLA a présenté la nouvelle proposition concernant la création d'une vaste plateforme de l'UE afin de promouvoir l'échange des idées sur les propositions des plans d'actions concernant ces espèces.

La délégation suédoise de l'initiative *Wildlife Estates* s'est offerte de prendre l'initiative et de coordonner les réunions des parties prenantes dans sa région. Parmi d'autres, les ONGs « vertes » et les scientifiques ont souligné le besoin d'attribuer plus de fonds à la recherche concernant la mise en place des bases de données d'ADN, le suivi des schémas de migration et la possibilité d'examiner le comportement des carnivores. Enfin, le besoin de réviser la Directive habitats a été mentionné, ce à quoi la Commission a répondu clairement déclarant que « *il n'y avait aucune possibilité d'avoir une nouvelle directive, cependant tous problèmes existants pouvaient être formulés et discutés moyennant la directive existante* ».

La discussion s'est terminée sur la question non résolue à savoir s'il était toujours adéquat de continuer dans la direction des mesures de conservation ou si le temps était venu de prendre en considération les mesures de coexistence, prenant en compte les aspects sociaux, économiques et culturels.

Julianna NAGY, ELO
Maximilian SEILERN UND ASPANG, ELO
www.wildlife-estates.eu

Le Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier (CIC) appelle à la tenue d'un Sommet Mondial « Les Chasseurs Unis Contre le Braconnage ».

Le 24 avril, les chasseurs du monde entier se réuniront lors de l'Assemblée générale 2014 du CIC à Milan, en Italie pour un Sommet mondial historique.

Ce sommet représente une réponse urgente de la part des chasseurs du monde entier, préoccupés par les nouvelles dimensions que prennent les crimes contre la faune sauvage (braconnage et commerce illégal de la faune sauvage), notamment l'augmentation de la prééminence du crime organisé. Le nouveau visage du crime contre la faune sauvage exige de revoir les mesures de gestion actuelles de ce grave problème. Ensemble, les chasseurs constituent une force unie, à même de soutenir considérablement l'application effective des législations luttant contre le crime affectant la faune sauvage, et ce à tous les niveaux. Par conséquent, le Sommet mettra en relation et réunira les dirigeants des agences visant à combattre le crime contre la faune sauvage et ceux du monde de la chasse, tous partageant l'objectif commun.

L'équipe CIC
www.cicmilan2014.com



Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland // Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre // tel. +32 10 232 906 // fax +32 10 232 909 // e-mail: agriland@skynet.be

Un nouveau salon de la chasse à Lille en mai prochain

Du vendredi 16 au lundi 19 mai prochain, **Saison de Chasse** réunira le monde de la chasse à **Lille**, au sein du prestigieux **Grand Palais**. **Saison de Chasse** est destiné aux 348 000 chasseurs installés entre Anvers et Paris.

Saison de Chasse offrira aux chasseurs l'opportunité de rencontres et de découvertes avec leurs fournisseurs : territoires, armes & optique, équipement du chasseur, du chien, du territoire, art de vie, etc.

Aux côtés d'exposants soigneusement sélectionnés pour répondre aux besoins des chasseurs, **Saison de Chasse** mettra en valeur des thématiques variées qui démontrent l'ancrage de la chasse dans la société contemporaine : le chien, la gastronomie, la photographie, les arts et la mode.

Le salon **Saison de Chasse** est conçu par des chasseurs passionnés. Leur expérience dans l'organisation de salon est un gage de qualité pour tous ses participants.

CHAMPAGNE
Laurent-Perrier
MAISON FONDÉE
1812

C&F

Toute les infos sur
www.saisondechasse.net

LE SALON DE TOUS LES CHASSEURS
DU VENDREDI 16 AU LUNDI 19 MAI 2014
LILLE GRAND PALAIS

Saison de CHASSE

talaut@saisondechasse.net www.facebook.com/salonsaisondechasse

→ Paris 60 min.
→ Londres 80 min.
→ Bruxelles 35 min.

x 7 000

x 1 200

Le site internet de **Saison de Chasse** est en ligne :
www.saisondechasse.net

Achetez maintenant vos billets en ligne à des conditions préférentielles !
Du 16 au 19 mai 2014,
4 jours pour

- **Découvrir** l'offre des fournisseurs de la chasse
- **Explorer** d'autres visions de la chasse à travers les expositions, présentations et démonstrations
- **Partager** sa passion de la chasse dans des lieux de rencontres et d'échanges spécialement aménagés :
 - le Pub, espace de restauration ouvert à tous
 - le Ring, podium de présentation
 - le Cercle, l'espace VIP et ses services exclusifs

Contact:

Marie Rauscent
Mob: + 33 6 08 65 79 20
marie.rauscent@saisondechasse.net
www.saisondechasse.net
www.facebook.com/salonsaisondechasse

Achetez maintenant votre billet d'entrée sur le site internet du salon et bénéficiez de conditions tarifaires préférentielles.

Visitez le salon en première classe avec la carte VIP.

Toute l'information, programme, billetterie sur
www.saisondechasse.net

2ème édition du Forum de soutien pour l'Esprit d'Entreprise à la Campagne (FCE).

La deuxième édition du FCE a été organisée une fois de plus à Bruxelles; et a rassemblé de nombreux YFCS et sympathisants enthousiastes.

La conférence s'est déroulée dans le magnifique Château de Duras, et a regroupé un large éventail d'entrepreneurs très intéressants ce qui a été l'occasion de débats animés. La journée était organisée autour de deux panels principaux : le premier s'est focalisé sur comment améliorer la gestion au jour le jour des entreprises rurales ; quant au second il avait comme objectif de fournir une inspiration et des informations utiles à ceux qui ont l'intention de démarrer une nouvelle entreprise rurale.

Parmi les orateurs il y avait le représentant du Groupe Edmond de Rothschild Group, d'AGRILAND, des jeunes entrepreneurs (certains déjà membres des YFCS), et avec la contribution exceptionnelle du Dr. Rudolf STROHMEIER, vice-directeur général de la DG Recherche et innovation, Commission européenne.

Les présentations étaient très inspirantes et instructives, comprenant des sujets allant de comment optimiser la gestion du patrimoine familial (Groupe Rothschild) ; en passant par le concept innovant pour la gestion sylvicole (Callwood) ; par l'importance d'un réseau fort tout autant pour les nouvelles entreprises que les existantes



(Réseau Beeleev) ; en arrivant à la question des opportunités pour les *start-ups* fourni par un financement participatif (MyMicroInvest).

Le forum s'est terminé par la présentation du nouveau prix pour les jeunes entrepreneurs ruraux **FAMIGRO**, fondé grâce au généreux soutien de M Karl GROTENFELT. Ce prix vise à soutenir un concept commercial gagnant, lequel sera annoncé pendant la prochaine Assemblée générale des

YFCS en septembre prochain au Portugal. Les applications pour ce prix doivent être soumises au plus tard le **1^{er} juin 2014**.

Nous espérons vous voir nombreux à nos prochains événements que vous pouvez suivre sur Facebook ou sur le YFCS Trusted Network.

Francesco KINSKY DAL BORGO
Secrétaire général d'YFCS
www.yfcs.eu

Telemak

webcast
streaming
video services

Contact:

Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

Young Friends of the Countryside (YFCS) est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, visant à éduquer et créer un réseau pour les futurs gestionnaires terriens âgés entre 20 et 35 ans. Fondée en 2006, l'organisation compte aujourd'hui plus de 240 membres répartis à travers 15 pays européens. Ce qu'ont en commun les membres de ce réseau c'est une passion commune pour les sujets liés à la propriété foncière, aux régions rurales, à la gestion de la terre et à l'esprit d'entreprise rurale.



Les objectifs des YFCS sont les suivants:

- sensibiliser ses membres sur les politiques européennes concernant l'environnement, les opportunités liées à l'entrepreneuriat rural, à la succession des domaines & bâtiments historiques et aux processus de gestion
- promouvoir des actions éducatives à la campagne
- accroître l'innovation dans les méthodes de gestion de nos membres
- représenter et communiquer la voie des jeunes au niveau européen à travers la coopération avec ELO
- fournir les informations et assister ses membres sur tous les sujets juridiques et économiques en lien avec la gestion des entreprises rurales

Une histoire de famille

Au fil des décennies, certaines grandes familles ont su développer leurs activités en s'appuyant sur des stratégies reposant essentiellement sur de fortes valeurs familiales. Cette approche, qui de prime abord s'apparente à du simple bon sens, s'avère en pratique bien plus complexe qu'il n'y paraît.



Toute entreprise familiale se caractérise par les interactions qui existent entre la société, ses actionnaires et la famille. Les intérêts de chacun dépendent étroitement du positionnement dans l'organisation des affaires familiales et de la personnalité des personnes impliquées. Des intérêts communs existent mais très certainement également un certain nombre de divergences. La clé du succès repose alors sur un bon équilibre entre les intérêts de chacun dans le cadre d'une gestion professionnelle, impliquant un actionariat responsable et sous couvert d'une dynamique familiale harmonieuse.

Afin de tendre vers cet objectif, l'ensemble des acteurs précités devront faire face à de nombreux défis. Intéressons-nous ici et de manière non exhaustive aux préoccupations de la famille. La protection des actifs, la réussite d'une transmission patrimoniale et dans une certaine mesure la recherche d'une fiscalité non confiscatoire seront les ingrédients d'une stratégie familiale équilibrée.

La protection des actifs s'inscrit bien souvent dans une volonté de préservation du

patrimoine à l'encontre de tiers mais également de membres de la famille (p.e. en cas de divorce) afin d'éviter que ces derniers ne puissent appréhender tout ou partie de la création de valeur attachée aux actifs concernés.

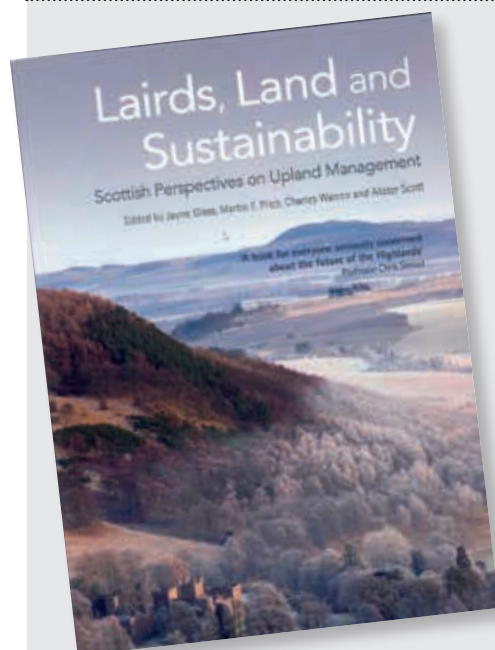
Pour y remédier, une gouvernance robuste devra être définie au travers notamment de la mise en place d'une charte familiale et d'un pacte d'actionnaires qui permettront à titre d'exemple de définir précisément la composition et le mode d'élection des dirigeants, les conditions requises qui permettent (ou non) à des membres de la famille de prendre part aux activités ainsi que l'ensemble des décisions qui devront être soumises à un vote majoritaire. Ces mécanismes assureront la pérennité de l'entreprise familiale au travers d'un contrôle de la famille sur les activités et l'assurance que les fonds nécessaires pour assurer la croissance des activités seront disponibles. Cette gouvernance sera également complétée par le choix d'une structure sociétaire adaptée tant au niveau des activités opérationnelles du groupe familial qu'au niveau de la famille elle-même.

Ce patrimoine ainsi constitué et protégé aura tôt ou tard vocation à être transmis à la génération suivante. Un des principaux écueils en la matière est caractérisé par l'internationalisation grandissante de la famille où il n'est pas rare que le patriarche réside dans un pays alors que ses enfants, pour des raisons professionnelles, résident dans un autre pays et se voient transmettre des biens également dispersés sur différents territoires. Le manque d'harmonisation des législations nationales et internationales en la matière aboutit dans bien des cas à des problématiques de multiples impositions des biens transmis. A cela s'ajoutent également les aspects civils attachés à la transmission qui pourront également être source de conflits. Une transmission réussie devra dès lors être anticipée et s'articulera autour d'une analyse approfondie des législations civiles et fiscales des pays impliqués.

Au final, le développement des activités familiales, notamment dans un cadre international, imposera une analyse approfondie des conséquences fiscales en découlant. La souveraineté des Etats en matière fiscale impose une réflexion au centre de laquelle une fiscalité choisie viendra se substituer à une fiscalité subie. Toutefois, toute réflexion en la matière ne devra être menée qu'en totale cohérence avec les choix de développement des activités entrepreneuriales, gage d'une réalité économique bien encrée dans les pays concernés et dans le respect des standards internationaux en la matière.

En résumé, la solidité du modèle d'entreprise familiale reposera sur l'équilibre des forces en présence que sont la famille, la société et les actionnaires. Ceci est primordial, notamment dans le contexte économique fragile que nous connaissons à l'heure actuelle et qui nécessite de disposer d'une gouvernance solide et dévouée au bon développement des activités.

Olivier WIBRATTE,
Groupe Rothschild



Les propriétaires, la terre et la durabilité

La perspective écossaise sur les hautes terres

Édité par Jayne GLASS, Martin PRICE, Charles WARREN et Alister SCOTT

juillet 2013, ISBN 978-0-7486-4590-9

Une vaste étude sur comment les différents modèles de propriété foncière fournissent la durabilité des hautes terres en Ecosse

L'Ecosse est au cœur d'une gestion moderne et durable des hautes terres. De vastes domaines couvrent de grandes étendues, avec chacun une longue histoire, complexe et émotionnelle de propriété et d'exploitation.

Ces dernières décennies, les hautes terres d'Ecosse ont été de plus en plus le siège de passionnants débats sur les questions qu'engendrent la gestion des terres de grande envergure. Quel genre de propriété foncière et quel modèle de gestion garantiront au mieux un avenir durable pour l'environnement de ces hautes terres et de ses communautés ?

Bien que la prédominance de la propriété foncière privée est une caractéristique distinctive de cette région écossaise, un nombre grandissant de domaines est actuellement dans les mains des ONGs environnementales et des communautés locales, surtout depuis la réforme de 2003 de la loi sur la propriété foncière.

Une dizaine d'années après l'adoption de cet acte, ce livre synthétise une recherche menée par le Centre d'études sur les montagnes du Perth College de l'Université de « Highlands and Islands » qui a étudié un vaste nombre de domaines. Les résultats de ces recherches, qui se sont déroulées sur des domaines appartenant aux propriétaires privés, ainsi qu'aux communautés, associations caritatives et groupes de conservation seront révélateurs et pertinents pour les gestionnaires des hautes terres, les décideurs, et les chercheurs à travers le Royaume-Uni et l'Europe.

Prenant en compte le gouvernement écossais qui encourage une vision de la durabilité environnementale, et avec l'apparition de la nouvelle diversité de droit de propriété et de gestion, ce livre qui étudie les implications de ces différents types de propriété foncière pour une gestion durable des hautes terres s'avère opportun et d'actualité.

AGENDA 2014

3 mars, Nations Unies

Journée mondiale de la vie sauvage
http://www.cites.org/fra/news/pr/2013/20131223_world-wildlife-day.php

31 mars, Bruxelles, le Square

12:45-15:15 séminaire organisé par ECPA
 "Europe en croissance: assurer un futur durable et productif pour l'agriculture européenne, de la politique à la pratique"
 15:30-17:15 séminaire organisé par RISE
 "Intensification durable : indicateurs et mesures : devons-nous mesurer la performance environnementale de nos fermes pour la gérer ?"
www.elo.org

1 avril, Bruxelles, le Square

7^{ème} Forum sur le Futur de l'Agriculture (FFA) 2014 : Comment produire durablement plus en utilisant moins et améliorer le commerce
<http://www.forumforagriculture.com/>

1 - 3 avril, Bruxelles

Carbone vert : rendre réelle l'agriculture durable
www.greencarbon-ca.eu

1 - 4 avril, Bucarest

Semaine de la Conférence régionale de la FAO
<http://www.fao.org/europe/conferences-regionales-de-la-fao/cw2014/fr/>

15 mai, Bucarest

7^{ème} Forum sur le Futur de l'Agriculture (FFA) 2014 : événement régional; organisé conjointement par ELO, Syngenta et LAPAR
www.elo.org

22 - 25 mai, Union Européenne

Elections pour le Parlement européen
<http://www.europarl.europa.eu/portal>



Syngenta

Brussels Office

Avenue Louise, 489 - B - 1050 Brussels

Tel : +32.2.642 2727 - Fax : +32.2.642 2720

CountrySide

is a publication of ELO
 in English and French

Publisher :
 Thierry de l'ESCAILLE
 Chief editor :
 Emmanuelle MIKOSZ

Rue de Trèves, 67
 B - 1040 Bruxelles
 Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
 Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org
 Internet Site :
www.elo.org
 5 Euros